

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE - N° 215
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 6 au 19 mars 1976

Au XXV^e Congrès du P.C. russe

Quand ils retournent à Lénine, c'est pour mieux l'enterrer

Nous avons les oreilles encore pleines du tumulte des tambours et des cuivres patriotiques d'un Congrès du « socialisme aux couleurs de la France », et voici qu'en un puissant écho répondent les trompettes des hérauts d'une fausse rigueur doctrinale, embouchées à la tribune du XXV^e Congrès du parti russe, cette même tribune où, il y a vingt ans, jour pour jour, succédait à l'ouverture baroque de la condamnation des « crimes de Staline » la mélodie lascive de la coexistence pacifique et du socialisme parlementaire et émulateur.

N'a-t-on pas entendu un des orateurs de service entonner cet air : « Notre parti et notre peuple soviétique, qui possèdent toute la richesse de la théorie révolutionnaire (O merveille de la dialectique prostituée : le peuple, ce monstre hybride, cet amalgame incohérent de classes antagonistes pourrait assimiler la doctrine de la classe révolutionnaire qu'il étouffe en son sein !), connaissent bien le véritable prix de toutes sortes de tentatives pour « moderniser » si on peut dire le marxisme-léninisme et le débiter en tranches nationales » (Le Monde du 27-2).

Eh oui, nous, dogmatiques impénitents, nous connaissons ce prix ! Diabole, quelle condamnation proférée à l'encontre de ceux qui se gargarisent de voies française, italienne ou espagnole, ou encore roumaine ou chinoise au socialisme ! Mais n'est-il pas un peu curieux d'entendre ce reproche de la part de ceux qui, depuis 1926, l'année où Staline découvrit, hélas avec Boukharine, le « socialisme dans un seul pays » — un pays arriéré de surcroît — ne donnent d'autre signification à la « dictature du prolétariat » que celle de « démocratie socialiste » — comprise comme l'harmonie entre les classes sociales — formules que nos nationaux-communistes « pluralistes » opposent précisément l'une à l'autre.

Disons en passant que, quelle que soit la formule qu'utilisent blâmeurs et blâmés d'aujourd'hui, ils ont tous depuis belle lurette abandonné l'idée de Marx « qu'entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de la transformation révolutionnaire de celle-ci en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ». Ils ont abandonné l'idée que le socialisme commence là où les classes ont disparu et où l'Etat a cessé d'être une trique aux mains d'une classe, a cessé donc d'être politique, et où on ne peut plus par conséquent parler de démocratie, pas plus prolétarienne que bourgeoise, et à plus forte raison de démocratie tout court.

Pour en revenir à la querelle d'aujourd'hui, Berlinguer et Marchais pourraient-ils renier Brejnev lorsque celui-ci affirme que « la démocratie [stalinienne] mais néanmoins populaire, car il s'agit d'un Etat qui prétend reposer sur deux classes, l'ouvrière et la paysanne, mises sur un pied d'égalité est irréalisable sans la discipline et un ordre public solidement instauré » (Le Monde du 26-2), montrant ainsi que sa conception du rôle de l'Etat n'a rien à envier à la « démocratie impérialiste », cette vieille putain qui a toujours besoin d'un protecteur !

Ces communistes tricolores ne réclament-ils pas journellement le renforcement de l'Etat afin de « défendre la démocratie » ? Et Carrillo n'admet-il pas que le passage à la démocratie en Espagne a comme condition un Etat suffisamment puissant pour assurer la transition d'une forme de gouvernement à l'autre ?

Quant on pense que c'est ce même Carrillo qui ose traiter le prétendu « socialisme russe » de « primitif » en expliquant qu'il se « ressent du système féodal qu'il a renversé et dont il porte encore les stigmates » ! C'est peu dire que la démocratie qu'il forge en Espagne sous les soufflets de la Junte et de la Convergence démocratiques, avec ses amis à la Calvo Serer et toute la ribambelle des entrepreneurs « créateurs », officiers et prêtres « progressistes » convertis à la nécessité d'un « consensus politique », porte les stigmates du franquisme — tout comme ce serait peu dire que la démocratie de Schmidt porte celles du nazisme, la démocratie de Gasperi et de Togliatti celles du fascisme, la démocratie de Spinoza, de Soares et de Cunhal celles du salazarisme ou même la démocratie de de Gaulle et de Thorez, celles du pétainisme ? En réalité, comme nous avons eu raison de l'affirmer, la démocratie d'aujourd'hui est l'héritière du fascisme.

Quelle inconvenance en vérité que celle de nos « communistes avancés » qui font la fine bouche devant l'absence de « pluralisme » et de « libertés individuelles » — dont on sait entre parenthèses ce qu'elles sont

DANS CE NUMERO :

- Sur le fil du temps : Tar-luffe, ou le pacifisme.
- Sur la défense des inculpés et des soldats.
- L'Opposition social-impérialiste.
- Au Congrès de la LCI : Demoiselles d'honneur aux noces opportunistes.
- Négociations salariales : Dépit de fervents « contractuels ».
- Les mesures de « sécurité » en Allemagne.

chez nous... — dans un Etat qui a justement poussé, pour de profondes raisons matérielles et comme produit des exigences d'une lutte politique implacable, la tendance à la concentration de l'Etat jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, jusques et y compris au parti unique, bien au-delà de ce qui était concevable pour une société économiquement retardataire, tandis que bien des formes de cet Etat se ressentent de cette arriération de la Russie. Si le monstrueux « socialisme russe » porte les stigmates de quelque chose, ce n'est pas tant celles du féodalisme que celles de la contre-révolution bourgeoise : il porte

(Suite page 4.)

Négociations salariales

Dépit de fervents « contractuels »

« Nous ne mangeons pas de ce pain-là ! »... CGT et CFDT ont mené grand bruit autour de leur refus de signer les accords contractuels dans la Fonction Publique, montrant du doigt les « syndicats signataires » FO et FEN, et la bourgeoisie a manifesté une inquiétude de façade devant ces déclarations guerrières. Au même moment, les deux centrales quittaient les commissions du VII^e Plan (le « plan-rataplan » comme disait Fra-chon aux temps de brouille de la Guerre froide !).

Dans la Fonction Publique, CGT et CFDT ont déclaré insuffisante la reconduction des accords de 75, qu'elles avaient déjà refusé de signer, et la CGT surtout s'affirme hostile à tout accord basé sur un « indice truqué », celui, officiel, de l'INSEE.

Aurions-nous, comme le déplore bruyamment Chirac, à la différence de l'Angleterre et de l'Italie, des « syndicats durs », que nos Madeleines repenties de la collaboration de classe seraient décidées tout d'un coup à mener au combat ? A vrai dire, leur grève du tapis vert est loin d'être totale ! Pendant qu'elles refusaient les accords de la Fonction Publique, les deux centrales signaient avec l'Etat la reconduction des accords de 75 sur le chômage partiel, qui entérinent la diminution massive d'une partie

des salaires, soumis aux aléas du capital. Et dans le même ordre d'idées, la FEN, accusée à juste titre de réformisme, a beau jeu de rétorquer que CGT et CFDT ont signé à l'EGF, et sur la base du fameux indice truqué, des accords que la FEN estime moins avantageux, globalement, que ceux de la Fonction Publique. Avec quelques variantes (dues notamment aux préoccupations électorales), ce petit ballet a déjà connu de multiples représentations : c'est le propre de l'opportunisme de prétendre se refaire une vertu en accusant plus jaune que soi. S'il est parfaitement vrai que l'Etat a acheté (sans trop de mal) la bonne volonté du SNI, majoritaire dans la FEN, par quelques concessions catégorielles — et c'est la règle d'or de la « politique contractuelle » —, l'opportunisme

ne manque pas de culot lorsqu'il déclare (l'Humanité du 11-2-76) à l'occasion du congrès des fonctionnaires CGT : « On sait que la CGT et la CFDT ont combattu vigoureusement les accords précédents (la dernière grève ne remonte qu'à la semaine dernière) tandis que la FEN, avec FO et la CFTC signaient ces contrats » (c'est nous qui soulignons...). Le « combat vigoureux » a consisté, comme on le sait, en un chapelet de journées dites « d'action », stériles et décourageantes aussi bien pour ceux qui ne veulent plus participer à ce rituel que pour ceux qui sont poussés malgré tout à faire ces grèves désamorcées d'avance (12 % de participants dans les douanes, 13 % dans les PTT à la dernière « journée » revendiquée ici à l'actif de la lutte (suite page 2)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A TOULOUSE

Le jeudi 11 mars, 20 h 30, cité de l'Arsenal, bâtiment C

● A LILLE

Le vendredi 12 mars, 20 h 30, 27, rue Adolphe

ESPAGNE : 1936-1976

Sur la défense des inculpés et des soldats

Depuis qu'au début novembre, le gouvernement a lancé l'offensive contre la tentative de tisser des liens entre les soldats et les ouvriers, l'antimilitarisme a été contraint de tester ses orientations, ses méthodes et ses forces.

Nous ne parlons pas ici de l'éclairage particulier qui a été mis sur les conceptions que se fait notre « extrême gauche » de la « défense nationale » — nous l'avons déjà fait — ni sur l'attitude de la révolution devant l'armée bourgeoise — nous devons revenir sur ce sujet. Nous voulons simplement dire quelques mots sur la question — évidemment liée aux précédentes — de la défense des inculpés et de la solidarité indispensable contre la répression des militants civils comme des soldats, solidarité qui fait partie intégrante de l'antimilitarisme de classe.

Dès le départ notre action a consisté à soulever l'exigence que cette défense se place sur un terrain de classe. Nous l'avons fait à notre échelle modeste, mais nous l'avons fait partout où nous l'avons pu, dans les organisations antimilitaristes comme dans les comités de défense, dans les sections syndicales comme dans les meetings. Nous avons dû appeler à résister contre la mode générale qui consistait à se placer sur le terrain de « l'unité la plus large possible », c'est-à-dire celui de la défense des « droits démocratiques », où l'on s'imaginait obtenir l'appui des « démocrates », ces témoins risibles d'un passé révolu, et surtout celui de l'opportunisme dont on disait qu'il pouvait théoriquement venir sur ce terrain sans renoncer à son orientation.

Nous avons essayé d'expliquer qu'on ne pouvait rien attendre des démocrates philanthropes sauf des embûches pour la lutte ouvrière ; et en réalité, dans quel comité ne s'est-on plaint de ces gens de coulisse qui ont entravé toute lutte sérieuse sous prétexte que leur nom était associé à une action où personne ne les a jamais vus sauf pour débiter des sermons sur les bienfaits du Droit et de la Défense Nationale ?

Plus important encore, nous avons essayé de persuader les camarades qui manifestaient leur solidarité que les partis de gauche et les bureaucraties syndicales ne pouvaient pas nous aider mais seulement nous enfoncer encore dans les eaux où la répression bourgeoise nous entraînait, ceci parce que leur attitude n'est pas dictée par la peur ou par l'électoratisme mais par une position qui a valeur de principe : pour l'opportunisme, en effet, tout doit être subordonné au respect de la hiérarchie militaire et toute organisation de soldats n'est concevable

qu'en accord avec au moins une partie de la hiérarchie militaire. Il était clair pour nous que la gauche n'est pas contre tout comité de soldats par principe mais seulement contre tout comité qui n'aurait pas le feu vert d'« autorités responsables », et nous en avons tiré la conclusion que le PCF et la CGT devaient laisser tomber les jeunes qui avaient constitué des comités même avec l'idée d'une conciliation avec les « exigences de la défense nationale » et que la CFDT, si elle parlait de « syndicat de soldats », n'avait pas une attitude fondamentalement différente dans le présent. C'est pourquoi c'était un élément de désorientation important que de mettre en avant le soutien purement verbal de la CFDT à l'organisation des soldats comme l'a fait l'extrême gauche engagée dans l'antimilitarisme en s'imaginant pouvoir mettre ce soutien en contradiction avec la condamnation par la CFDT de l'antimilitarisme.

Notre voix a été très peu entendue mais en réalité, si nous reprenons les faits, qui a eu raison dans son analyse ? Ceux qui ont dirigé le Comité national et qui présentaient encore il n'y a pas si longtemps la campagne menée par le gouvernement comme dirigée contre la Gauche, qui prétendaient qu'elle se soldait par un échec sous le prétexte que « les dossiers sont vides », ou nous ? Voici ce qu'est par exemple obligé de dire Rouge dans son numéro du 13 février :

« Un des buts de l'opération cour de Sûreté de l'Etat était précisément de briser durablement la solidarité de plus en plus étroite qui se nouait entre les comités et de nombreuses instances du mouvement syndical. De ce point de vue, Chirac a incontestablement marqué des points. Par-delà les scandaleuses reculades de la solidarité face à la répression, toutes les entraves possibles ont été imposées par les bureaucrates pour freiner le soutien [...] ». Et suit cette curieuse conclusion : « les diktats des réformistes obligent maintenant les militants les plus conscients à apporter une aide dissimulée, voire conditionnelle (!) aux soldats en lutte qui les sollicitent ». Ainsi, la solidarité ouverte n'est possible qu'avec le consentement de l'opportunisme ?

Les colonnes des journaux d'extrême gauche ne sont pas avares de toutes les ignobles actions des directions opportunistes sans lesquelles on a montré pendant deux mois qu'il était impossible de rien faire, de rien entreprendre : faire quelque chose sans eux aurait pu leur donner un prétexte pour ne pas

bouger. Et on peut bien aujourd'hui critiquer le PSU qui a été l'artisan, la cheville ouvrière de cette politique, ayant un pied dans la gauche, un pied dans l'extrême gauche. Révolution ! critique beaucoup le PSU pour avoir entravé l'action, pour avoir mis des préalables en refusant tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à de l'antimilitarisme, il peut bien critiquer l'aplatissement du PSU devant la Gauche ou celui de la LCR devant le PSU — qui sont tous deux plus que réels. Mais avon-nous vu une seule fois dans un seul comité des gens plus acharnés que ceux de Révo ! non seulement pour condamner nos positions mais même pour nous dénier tout droit à les défendre sous prétexte d'« exigence unitaire » ?

Le PSU, dans son éditto du 31 janvier, se vante bruyamment du succès de son action : il est parvenu à faire signer par les partis de gauche et les syndicats le texte commun du 26 janvier et à faire prévoir quelques meetings. Ainsi avec ces quelques meetings où la Gauche n'a mobilisé que les participants qui seraient de toute façon venus à des meetings convoqués par l'extrême gauche, et parce qu'elle n'a pas mis dans le texte de condamnation explicite de l'antimilitarisme — mais le contraire était-il nécessaire, alors que partout et toujours, toute « solidarité » verbale a comme condition la condamnation « des éléments irresponsables » ? — le PSU essaie de faire avaler toute l'inaction et l'entrave apportée à une « solidarité » dont le caractère aclassiste et timoré a découragé bien des militants. Quelle misérable comédie !

Et que dire de la prétention tactique à mordre sur les franges influencées par l'opportunisme alors qu'on n'a même pas été capable d'entraîner dans la lutte les éléments les plus combattifs et que les groupes « révolutionnaires » n'ont même pas mobilisé leurs troupes ?

Laissons les vantardises à ceux qui cachent avec elles leur propre impuissance et leur suivismisme honteux. Reconnaître les résultats peu brillants de trois mois d'agitation ce n'est pas sombrer dans le pessimisme. Le mouvement a subi une défaite, mais nous en avons compris les causes réelles alors que la lutte ne fait que commencer, et puis, comme parti, nous avons beaucoup appris.

Nous ne demandons pas à ceux qui se sont placés sur le terrain de la démocratie en général de tirer des leçons car, sur ce terrain, il n'y a pas de bilan possible, il n'y a qu'une lutte métaphysique pour des idées. Mais nous sommes sûrs que tôt ou tard les révolutionnaires sincères devront se convaincre de la justesse des exigences que nous essayons avec nos forces trop modestes de faire pénétrer dans la lutte prolétarienne.

presse internationale

Voici le sommaire du n° 4 (20 février 1976) de :

il programma comunista

- 1926-1976 : dal socialismo in un solo paese alla democrazia in tutti.
- I sindacati pronti a vendere sotto costo la pelle degli operai.
- E un scandalo !
- « Lotta Continua » a congresso : creativismismo o marxismo rivoluzionario ?
- Il PCF e la dittatura del proletariato : le grandi manovre di un carrozzone elettorale.
- Iran : sviluppi e prospettive.
- Gli equilibristi libanesi.
- Ondate di scioperi in Spagna.
- Ferroviari : rifarsi al significato delle lotte di agosto.
- Brigate rosse, brigate lepre, brigate Pulcinella.

Lisez et diffusez

EL PROGRAMA COMUNISTA

PROGRAMME COMMUNISTE

L'opposition social-impérialiste

L'impérialisme français est en pleine santé. Il n'a pas seulement sa majorité présidentielle et son gouvernement. Il a aussi son Opposition.

Cette dernière lui porte bien des critiques, elle lui reproche bien d'en tenir un peu trop pour l'accroissement des effectifs militaires à Djibouti et pour Aref. Mais, remarquez, ces critiques ne sont pas stupidement désagréables, elles sont constructives : l'Opposition lui conseille, s'il veut éviter la répression, de considérer l'opposition de l'abas, qui, elle le garantit, veut « garder de bons rapports avec la France ». Le problème, voyez-vous, est qu'en la matière comme partout, notre chère patrie, au lieu de défendre ses intérêts nationaux, qui se confondent naturellement avec la marche en avant de la culture, fait la politique de l'impérialisme (étranger s'entend).

C'est ainsi que G. Plissonnier rappelait à Moscou que Giscard se met à plat ventre devant l'impérialisme américain et, comble des abandons nationaux, devant l'« impérialisme allemand renaissant ». Sans doute nos braves soldats qui se trouvent de l'autre côté du Rhin sont-ils là-bas pour protéger les prolétaires allemands de la rapacité de leurs capitalistes monopolistes, alors que si les nôtres sont aussi agressifs — parfois —, c'est uniquement en raison du mauvais exemple de leurs amis d'outre-atlantique et de leur faiblesse pour la bannière étoilée.

C'est ainsi que l'Opposition aiguillonne le gouvernement tandis qu'elle peint pour les ouvriers l'impérialisme français aux couleurs de l'innocence et de la civilisation. C'est déjà donner un sérieux coup de main, mais si on lutte idéologiquement contre le capitalisme, les services qu'on rend ne sont pas, eux, seulement idéologiques. Par exemple : notre pauvre gouvernement s'étant, depuis un moment et pour des raisons vraiment idiotes, mis en froid avec le régime de Boumediène, qui a pourtant invité tout le monde — exploités et exploités, massacrés et massacrés — à « oublier le passé », l'Opposition considère évidemment comme son devoir sacré de réparer ce dommage pour la culture : comme dit Marchais, « il y a un manque à gagner, surtout à l'époque de la crise... ». Et Mitterrand, ce brave Mitterrand qui fut hier un des bourreaux de l'Algérie révolutionnaire fait le petit voyage, pour maintenir le contact.

Il ne faudrait pas en effet que pour de basses raisons contingentes soient brisés les « liens d'amitié » évidemment « séculaires » qui unissent... le capital français et les richesses algériennes, mais aussi la bourgeoisie algérienne et les devises rapportées par les travailleurs émigrés ou les exportations de pétrole.

Et puis l'Opposition ne serait pas vraiment l'Opposition si elle ne participait au gouvernement...

Au Congrès de la L.C.I.

Demoiselle d'honneur aux noces opportunistes

Le Portugal a été un banc d'essai où on a pu apprécier, beaucoup plus qu'avec l'« expérience chilienne », ce que valent dans les faits les positions des différents courants politiques internationaux ; et on peut dire que « l'expérience portugaise » constitue un jalon décisif précisément parce que, amenés à répondre directement aux différents problèmes qu'elle posait — depuis la question des colonies, jusqu'à l'attitude vis-à-vis de l'opportunisme, en passant par toutes les questions concernant l'Etat et la révolution —, ils ont été irrévérablement marqués par elle, dans la mesure même où ils ont dû tirer et assumer toutes les conséquences de leurs positions politiques.

L'« autocritique de la LCI » (Ligue Communiste Internationaliste, organisation sympathisante de la IV^e Internationale), publiée par Inprecor n° 43 est très instructive à cet égard. On critique le FUR, ce front qui a regroupé toute une gamme d'organisations centristes et spontanéistes ; on critique sa propre acceptation de la plateforme du FUR pour la raison que, figurez-vous, en favorisant le V^e Gouvernement, le MFA et le PC au détriment du... PS, elle « ne pouvait manquer de déboucher, objectivement, sur des actions de division sectorielles par rapport à l'ensemble du mouvement ouvrier » (loc. cit.) précisément parce qu'elle laissait de côté ce fleuron de l'impérialisme européen en général et allemand en particulier qu'est le PS, lequel évidemment est une partie inséparable du « mouvement ouvrier » ! Et se frappant par trois fois la poitrine, ces messieurs de la LCI de conclure en toute bonne logique : il aurait fallu rompre avec le FUR « à partir du moment où ont été acceptés les accords du 25 août » qui entraînaient « une politique sectorielle par rapport au PS », ce qui est en flagrante contradiction avec le principe suprême de « l'unité d'action » à tout prix avec l'ensemble de l'opportunisme, assimilé à « l'ensemble du mouvement ouvrier ».

La LCI se garde bien de montrer dans le FUR cette alternance pendulaire d'aventurisme et de pause révolutionnaire qui prétend aller à la lutte sans préparation, et de suivismisme timoré et démoralisant par rapport à l'opportunisme et pire, à Lisbonne, par rapport au MFA. Elle est incapable de comprendre que

cet aventurisme — qui soit dit en passant a été au Portugal surtout verbal alors qu'il s'est présenté déjà plusieurs fois dans l'histoire comme armé — a les mêmes racines que le suivismisme et s'explique par la surestimation de la capacité de l'opportunisme (et même dans le cas qui nous intéresse de forces carrément bourgeoises) à aider la lutte ouvrière et se réduit à un moyen de pression sur eux. Elle en est incapable parce que, depuis le début, elle a participé à cette illusion et l'a propagée.

C'est pourquoi au lieu de tirer de l'expérience portugaise la leçon qu'il faut aider l'avant-garde à rompre avec l'opportunisme et à influencer les larges masses et considérer des tactiques appropriées, la LCI prend appui sur l'aventurisme du centrisme pour se mettre à la traîne non tant du mouvement lui-même que des partis opportunistes.

Non seulement elle reste coincée dans le mouvement pendulaire du centrisme, mais la tactique de front uni avec les partis ouvriers-bourgeois, avec laquelle on prétendait vouloir arracher les masses ouvrières à leur influence néfaste, devient une règle impérative, un principe auquel toute manœuvre tactique devrait être soumise.

Cette attitude a une portée qui dépasse la seule LCI pour déteindre sur toute la IV^e Internationale. On souhaite si ardemment l'union de la social-démocratie et du stalinisme que l'on risque de n'avoir plus d'autre choix que de se faire demoiselle d'honneur de ces épousailles.

PRESSE INTERNATIONALE

PUBLICAÇÕES EM PORTUGUÊS

- Teses características do partido : bases de adesão (3 F).
- Lições das contra-revoluções (3 F).
- Os fundamentos do comunismo revelucionário (5 F).

Pedidos a « Le Proletaire »

Dépôt de fervents « contractuels »

(Suite de la page 1)

syndicale !). Et les bonzes de verser des larmes hypocrites sur le manque de combativité d'une base si méthodiquement démoralisée par leurs soins... La trahison effective des syndicats-repousseurs n'est que le miroir grossissant de la politique de « concertation » qui reste le rêve des bureaucrates ouvriers, comme ils l'ont répété dans leur déclaration commune du 9 février.

Pour eux aussi, la grève n'est plus l'école de guerre de la classe, mais l'interruption regrettable entre deux négociations, ou... « la négociation poursuivie sous une autre forme », à laquelle les ouvriers seraient contraints malgré eux par l'« intransigence des patrons » ou la « politique antisociale du gouvernement », selon leurs formules consacrées. Et au milieu de leurs grands moulins préélectoraux, les deux centrales ont rappelé clairement qu'elles ne perdaient pas de vue la boussole de l'intérêt national et de la paix sociale. Si la CGT a quitté le Plan, c'est, selon l'Humanité du 13-2 parce qu'il ne « prend pas en compte les revendications des travailleurs (pouvoir d'achat, retraite à 60 ans, semaine de 40 heures, amélioration des conditions de travail). Revendications qui sont indispensables pour relancer sainement l'économie et réduire le chômage » (souligné par nous). Et le communiqué commun du 9 février s'inquiète : « Cette politique [le refus de vraies négociations] engendre un mécontentement général qui s'accumule. Elle provoque

même (sic !) des sentiments de révolte et donne lieu à de nombreux conflits. La CGT et la CFDT sont décidées à faire face ensemble et à riposter à cette politique néfaste. »

La bourgeoisie, elle, annonce carrément que la reprise n'empêchera pas l'aggravation du chômage, qu'il faudra, comme dit Fourcade, « modérer l'évolution nominale des revenus » : autrement dit, elle désigne clairement qui, dans le contrat, sera roulé. Quant au syndicat patronal du textile, il déclare sa décision de bloquer les salaires et de ne plus appliquer l'échelle mobile, fût-ce sur la base du fameux indice INSEE (Le Monde du 28-2-76). Comment pourrait-on, dans ces conditions, obtenir un soulagement réel pour la grande masse des salariés sans l'emploi des armes de classe, avec... des batailles de chiffres, des sondages IFOP (dernier gadget de la CGT pour consulter sa base), des calendriers de grèves articulées, et autres pièces de l'arsenal des négociateurs ? Des ouvriers du textile ont donné aux déclarations des patrons une réponse sérieuse, en occupant sur le champ une des usines de Rhône-Poulenc. C'est sur ce terrain, celui de la force de classe, contre la soumission aux protocoles qui les enchaînent aux impératifs de l'économie bourgeoise et à son « ordre » social, contre les efforts de l'opportunisme pour ramener ces énergies dans les rails du « contrat avant tout » que les travailleurs pourront défendre leurs conditions de vie et de lutte.

Sur le fil du temps

Tartuffe, ou le pacifisme

HIER

Dans les textes de Marx et d'Engels, les attaques contre le pacifisme bourgeois et les mouvements pour éviter la guerre reviennent de façon incessante.

En 1864, Marx fut contraint de faire figurer dans les statuts et dans l'adresse inaugurale de l'Internationale, qui couraient le grave danger d'être rédigés par Mazzini, les mots : morale, civilisation, droit, et la phrase disant que les normes juridiques et éthiques qui régissent les rapports entre individus devaient également s'appliquer aux rapports entre les peuples. Ce n'était ni la première ni la dernière fois que les marxistes se voyaient obligés dans l'action politique d'utiliser des termes et des formules incorrectes sur le plan théorique. Marx l'explique dans sa correspondance et dit qu'il mit ces mots vides là où ils pouvaient faire le moins de mal. S'étonner de cela comme de quelque duplicité voudrait précisément dire qu'on croit que les misérables règles morales peuvent effectivement avoir une valeur pour orienter les rapports entre les hommes, dans leur ensemble ou seuls...

Les premières affirmations du marxisme suffirent à mettre au rancart le principe de la « non-violence » attribué depuis des millénaires au Christ bien que celui-ci ait dit : « Je ne suis pas venu apporter la paix mais la guerre » (et c'était, dans le cadre de son époque, une guerre contre des oppresseurs sociaux), et représenté, à l'époque moderne, par Tolstoï ou Gandhi, dont les doctrines reconnaissent toutefois la certitude de l'affrontement sanglant.

Les pacifismes abstraits, qu'ils revendiquent la paix entre les individus, entre les classes ou entre les Etats, se valent tous pour le marxiste, qui met à leur place l'analyse historique de la « théorie de la force ».

Dans sa polémique de 1871 contre Bakounine, Marx rappelle que l'organisation anarchiste de celui-ci, intitulée — avec une confusion toute semblable à celle qui règne aujourd'hui — « Alliance de la Démocratie Socialiste », était issue du méprisable mouvement pacifiste bourgeois.

« L'Alliance est d'origine tout à fait bourgeoise. Elle n'est pas une émanation de l'Internationale, mais une ramification de la Ligue pour la Paix et la Liberté, société morte de républicains bourgeois. »

Une fois entré dans cette société, Bakounine proposa un « front unique » avec l'Internationale des Travailleurs, mais celle-ci, au congrès de Bruxelles, rejeta la proposition. C'est uniquement cela qui provoqua la rupture entre les bakouninistes et la Ligue bourgeoise, suivie par la rupture entre les bakouninistes et les marxistes.

On ne peut avoir d'autre opinion sur l'actuel « Mouvement de la Paix » auquel adhère la crème des petits-bourgeois et des philistins.

Paru le 14 mars 1951 dans la rubrique « Sur le fil du temps » de notre organe en langue italienne de l'époque, Battaglia Comunista, le texte suivant s'insère dans la série de textes fondamentaux sur la guerre publiés par notre parti à la même époque, où il suit immédiatement l'article Honte et mensonge de la théorie des « guerres défensives » (voir Le Proletaire n° 169 et 170) dont il constitue le complément.

Loin d'être une arme contre le social-chauvinisme, le pacifisme a toujours servi de justification aux partisans de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste, qui se sont toujours déclarés « contre toutes les guerres » avant d'admettre seulement « la leur », celle qui devait être « la dernière » et inaugurer une ère de paix et de liberté.

Contre les ravages de l'opportunisme stalinien partisan de la coexistence pacifique entre les Etats comme de la paix entre les classes, et de la collaboration avec les Etats impérialistes, il importait de rétablir l'unique position marxiste, qui, dénonçant le pacifisme comme une arme de l'ennemi de classe pour désarmer le prolétariat, associe à la revendication et à la pratique du défaitisme révolutionnaire de tous les côtés du front dans la guerre impérialiste, celle de la force, de la violence organisée, et de la dictature comme armes indispensables aux mains du prolétariat pour en finir avec le système barbare de l'esclavage salarié.

L'aversion des marxistes pour le pacifisme rhétorique et démagogique est telle qu'elle a été trop souvent exploitée, au moyen de falsifications habiles, par les social-patriotes. Dans toutes les éditions de l'Anti-Dühring, jusqu'en 1894, Engels n'a rien trouvé à changer à sa réfutation de la « non-violence » écrite en 1878, c'est-à-dire dans la période qui a suivi la Commune. Non seulement il reproche à Dühring de ne pas dire un mot qui rappelle le concept marxiste de la violence comme accoucheuse de toute nouvelle société, et de gémir parce que « tout emploi de la violence démoralise celui qui l'emploie », mais il lui crie aussi : « Et dire qu'on affirme cela en présence du haut essor moral et intellectuel qui a été la conséquence de toute révolution victorieuse ! » Engels montre d'ailleurs qu'il ne pense pas seulement aux révolutions, mais aussi aux guerres, quand il ajoute ces mots, qui correspondent bien à la position que nous avons développée : « Dire qu'on affirme cela en Allemagne, où un heurt violent, qui peut même être imposé au peuple, aurait tout au moins l'avantage d'extirper la servilité qui, à la suite de l'humiliation de la guerre de Trente Ans, a pénétré la conscience nationale ! » (1).

MM. les opportunistes sont des champions dans l'art de falsifier. Nous préférons pourtant qu'ils nous fabriquent un Engels belliciste plutôt qu'un Engels gâteux, membre du « Mouvement de la Paix ». Il serait moins scandaleux de le voir avec l'aigle ou la croix gammée qu'avec la colombe « archi-exploitée » et le rameau d'olivier.

On dit que Marx est obscur et Engels beaucoup plus compréhensible. Attention cependant : aucun vin, même le plus clair, ne peut se boire comme de l'eau fraîche.

C'est chez Lénine que nous trouverons exposé l'ensemble du problème et d'une façon tout à fait limpide. Cela n'empêche pourtant pas les prêcheurs de contre-vérités, les calotins faux-jetons de la politique de prétendre se réclamer de lui.

Lénine ne peut aborder l'explication marxiste des rapports entre le socialisme et la guerre sans avoir écarté au préalable l'erreur pacifiste. C'est de là que partent ses thèses classiques de 1915, destinées à frapper d'infamie les social-patriotes de tous les pays.

« Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre les peuples comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes bourgeois et des anarchistes » (2).

La guerre est une chose barbare et bestiale, encore que les animaux et les barbares n'aient jamais offert de spectacles comparables à ceux de l'action militaire dans notre époque capitaliste. Dans la plupart des cas, les animaux, surtout s'ils ne sont pas poussés par la faim et si on ne les dérange pas, sont inoffensifs ; de même les hommes primitifs. Il fallait que vienne la civilisation moderne et chrétienne pour qu'on en arrive à lire dans la presse pro-américaine qu'en Corée fonctionnent à merveille le « hachoir », c'est-à-dire l'anéantissement scientifique des formations ennemies. Les bêtes et les barbares voudront bien nous excuser, et excuser Lénine, car les artilleurs et les aviateurs capitalistes, eux, hâchent de la viande après les repas. Ils versent le sang après s'être désaltérés avec du whisky. Ni le lynx ni le cannibale ne les comprendraient.

Les divergences entre le marxisme et le pacifisme anarchiste ne sont pas les mêmes qu'entre le marxisme et le pacifisme bourgeois. Les anarchistes reconnaissent comme nous « pleinement la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, dont nous, marxistes, apprécions le caractère progressiste, comme, par exemple, dans le cas des luttes d'esclaves contre leurs maîtres, des serfs contre les seigneurs, des travailleurs salariés contre les capitalistes » (3).

Mais tant les anarchistes que les pacifistes bourgeois diffèrent de nous à propos de la guerre, « en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part ». Ici Lénine veut parler de chaque guerre, non seulement sociale, entre les classes, mais aussi de toute guerre nationale, entre les Etats. Les premières, les guerres entre les classes, sont toutes comprises et acceptées par le marxisme, du côté de la classe dominée et exploitée ; et évidemment, devant ce type de guerres, les anarchistes ne suivraient pas non plus les mots d'ordre de paix, conciliation, désarmement, lancés par les bourgeois et les traîtres social-démocrates. Mais, dans le cas de la guerre entre les Etats, les choses changent. Le bourgeois nationaliste et militariste aura l'audace de justifier la guerre comme un moyen de diffusion de son système social, ou comme un moyen de conquérir un espace vital pour un pays ayant peu d'espace pour trop d'hommes ou trop de capitaux, ou même il en arrivera à exalter la guerre comme « hygiène du monde ». Le bourgeois tartuffe, le petit-bourgeois puritain, par contre, condamnera « toute guerre » au nom de la « paix universelle » et du « désarmement », il sera favorable à l'arbitrage des conflits qui naissent entre les Etats, c'est-à-dire qu'il bâtira sur le plan mondial la même illusion que celle qu'il a accréditée sur le plan politique avec le système parlementaire : des nations égales dans le monde, des citoyens égaux dans la nation. Avec un système aussi génial, il est clair qu'on abo-

lira « toutes les guerres » de la même façon que, depuis qu'il existe des shérifs et une Cour suprême, on a aboli toutes les bagarres et toutes les escroqueries... Et c'est, à peu de choses près, une saloperie de ce genre — contre laquelle Lénine a écrit des pages puissantes — qu'on baptise « théorie de Lénine-Staline sur l'égalité entre les nations » !

Quant à l'anarchiste, qui admet avec nous la guerre civile, il abolira en tout temps et en tout lieu la guerre entre les Etats et la considérera toujours, sans exception, comme nuisible : ceci simplement parce que toute opération militaire implique une autorité totale et une subordination d'individu à individu alors que, même sur le plan social sa conception de l'émancipation l'amène à voir l'individu libéré dans son idéologie et dans sa « conscience », avant que la machine d'oppression et d'exploitation ne soit brisée partout autour de lui. Déchiffrer le cours historique se ramène, pour l'anarchiste aussi, à être pour ou à être contre. Il est pour la paix et contre la guerre ; et tout est dit.

Contrairement à ces positions incomplètes, le marxiste, comme nous l'avons montré en traitant des guerres nationales dans les différentes périodes, admet que « l'histoire a connu maintes guerres (nous répétons : Lénine parle de guerres entre les Etats) qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe) ».

Analysant du point de vue marxiste la guerre de 1914, Lénine établit que celle-ci n'était ni d'un côté ni de l'autre une « guerre de progrès », mais seulement un conflit entre exploités impérialistes. Le devoir de tous les socialistes était donc de lutter contre tous les gouvernements dans tous les pays, y compris en temps de guerre. Avant même de procéder à cette analyse, Lénine tient à dire que ce devoir ne naissait pas d'une position abstraite de « condamnation de toutes les guerres », position qui est accessible aux idéologues conservateurs aussi bien que libertaires.

Mais il y a plus. Non seulement nous nous différencions des pacifistes bourgeois parce qu'ils récusent l'emploi des armes dans la lutte entre les classes et sont incapables de voir les guerres sous l'angle historique, mais nous nous différencions d'eux aussi sur un autre point, un point sur lequel Lénine pense que les anarchistes sont également avec nous, au même titre qu'à propos de la guerre civile.

Ce qui nous sépare des pacifistes bourgeois, c'est que, pour nous, il y a « un lien inévitable qui rattaché les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays » et « il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ».

Ce passage que, pour des raisons d'exposition, nous avons cité en dernier, est en fait le premier point de la thèse sur le pacifisme et il est le plus important.

Il détruit toute possibilité de considérer comme marxistes et léninistes des mouvements qui ont pour but la suppression de la guerre, le

désarmement, l'arbitrage ou l'égalité juridique entre les nations (Ligue des Nations de Wilson, O.N.U. de Truman).

Le léninisme ne dit pas aux pouvoirs capitalistes : je vous empêcherai de faire la guerre, ou bien, je vous frapperai si vous faites la guerre. Il leur dit : je sais que tant que vous ne serez pas renversés par le prolétariat, vous serez, que vous le vouliez ou non, entraînés dans la guerre et, de cette situation de guerre, je profiterai pour intensifier la lutte et vous abattre. Ce n'est que lorsque cette lutte sera victorieuse dans tous les Etats que l'époque des guerres pourra finir.

Il s'agit là d'une position générale. Le marxisme ne peut pas être pacifiste ou « contre la guerre », parce que cela signifierait admettre que l'on peut abolir la guerre avant d'avoir aboli le capitalisme. Il ne suffit pas de dire que ce serait un erreur sur le plan théorique. C'est une trahison politique parce qu'au lieu d'aider à conduire les masses vers une lutte plus large, une telle illusion facilite au contraire leur soumission, non seulement au capital, mais à la guerre elle-même. Les masses prolétariennes guidées par de mauvais marxistes, qui s'étaient toujours déclarés pacifistes, ont dû faire la guerre contre les Allemands, parce que leurs chefs leur ont dit qu'eux seuls menaçaient la paix, et elles ont dû la faire contre les Russes pour la même raison. Elles ont marché deux fois et elles marcheront peut-être une troisième, dans les deux camps, pour faire une guerre « qui devra mettre fin à toutes les guerres ».

Il s'agit, disions-nous, d'une position générale. Le marxiste n'est pas un pacifiste, pour les mêmes raisons qui font qu'il n'est pas, par exemple, un anticlérical : pour lui il ne peut exister une société fondée sur la propriété privée qui soit sans religion et sans églises, mais les églises et les croyances religieuses finiront à la suite de l'abolition révolutionnaire de la propriété.

Le régime de l'esclavage salarié vivra d'autant plus que ses complices réussiront à faire croire plus longtemps qu'il est possible, sans renverser ses bases économiques, de supprimer les superstitions religieuses ou d'éliminer les possibilités de guerre, et les autres caractères rétrogrades ou brutaux du capitalisme.

A une époque où il était évident que les guerres de formation des Etats nationaux étaient finies (4), la bourgeoisie se protégea largement contre l'action radicale de la classe prolétarienne au moyen des mouvements de « partisans de la libre pensée » qui foisonnèrent à la fin du siècle. Plus tard, à l'époque des guerres impérialistes, elle se protégea au moyen des mouvements hybrides de « partisans de la défense nationale ». Aujourd'hui, elle se protège grâce au « Mouvement de la paix ».

Remplacer, à l'approche de nouvelles guerres, le critère dialectique de Marx et de Lénine — tant dans la doctrine que dans l'agitation politique — par l'exploitation démagogique des illusions des masses sur le caractère sacré de la Paix et de la Défense, revient à travailler pour l'opportunisme et la trahison, contre lesquels Lénine s'employa à bâtir la nouvelle Internationale révolutionnaire super hanc petram, sur cette pierre : CAPITALISME ET PAIX SONT INCOMPATIBLES.

Nous dédions aux pacifistes d'aujourd'hui une thèse lapidaire du III^e Congrès (la 33^e thèse, sur les Tâches de l'Internationale Communiste) : « Le pacifisme humanitaire anti-révolutionnaire est devenu une force auxiliaire du militarisme. »

(A suivre.)

(1) Anti-Dühring, II, 4, Ed. Sociales, p. 216.

(2) Le socialisme et la guerre, Œuvres, tome 21, p. 309.

(3) Nous traduisons ici le texte italien, qui diffère de la traduction française des éditions de Moscou.

(4) En Europe et aux USA.

Vient de paraître

New Issue

PARTY AND CLASS

- Introduction
- Theses on the Role of the Communist Party in the Proletarian Revolution Adopted by the Second Congress of the Communist International (1920)
- Party and Class (1921)
- Party and Class Action (1921)
- Proletarian Dictatorship and Class Party (1951)

Prix : 6 F. Price : 50 p/\$ 1.00
Abonnement (4 numéros) : 24 F Subsc. (4 issues) : £ 2.00/\$ 4.00
Abonnement pli fermé : 40 F Closed mail : £ 3.50/\$ 7.00

Commandes : Available from :

Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e (France)

Les mesures de « sécurité » en Allemagne

Une fois de plus l'Etat profitera d'une affaire de banditisme particulièrement spectaculaire, pour se poser en défenseur de « la sécurité des personnes »... et renforcer tout son dispositif de répression. Des campagnes de presse bien orchestrées expliquent à chaque occasion que ce sont quelques petits voleurs, gangsters ou assassins, qui menacent les biens et la vie des citoyens, et qu'il faut augmenter les moyens de la police et rendre la législation plus sévère pour que, enfin, la sécurité règne dans la société. Premièrement, c'est faux ; et deuxièmement, il s'agit en réalité de bien autre chose.

Bien sûr, nous n'avons pas une sympathie particulière pour ceux qui tabassent les petits vieux et leur prennent leurs quelques sous, ou qui tuent des enfants pour se faire de l'argent. Mais, à tout prendre, ils sont encore moins répugnants que les bons bourgeois, que toute cette classe sociale qui vit de l'exploitation, de l'oppression, du pillage et du massacre du prolétariat et des peuples opprimés, et qui, sous prétexte qu'elle fait ça « de loin », par sbires interposés, les juge du haut de sa pureté morale. Ils sont mille fois moins répugnants qu'une forme sociale qui est fondée sur l'exploitation et ne survit que grâce au massacre chronique et parfois aigu de centaines de millions d'hommes, femmes et enfants.

Le banditisme n'est d'ailleurs qu'un sous-produit de la production et de la société capitalistes. Nous laissons ici de côté le « grand banditisme » et la « grande criminalité », véritables institutions de la société bourgeoise, qui plongent leurs racines dans le sous-prolétariat et les classes dominantes, et se sont toujours révélés comme étant un ferme soutien de l'Etat capitaliste. Ceci dit, la propriété privée engendre inévitablement le vol, la banque le hold-up. L'exploitation, le chômage, la misère, produisent le vol et le gangster,

l'oppression générale produit comme première réaction la violence individuelle. La bourgeoisie s'était flattée de résorber la criminalité par l'éducation du peuple et par l'harmonie sociale. Mais sa société est fondamentalement antagonique, et cet antagonisme ne fait que s'accroître : quoi d'étonnant si la criminalité augmente ?

L'insécurité dont se plaignent tous les gouvernements bourgeois, l'insécurité au sens policier, n'est qu'une conséquence de l'insécurité autrement profonde et générale dans laquelle vivent les prolétaires ou les couches en voie de prolétarianisation. Quoi d'étonnant si elle s'accroît aujourd'hui où les illusions et les miettes de prospérité, de bien-être et de paix, avec lesquelles la bourgeoisie et l'opportunisme ont payé la soumission des prolétaires à l'effort de la reconstruction, sont arrachées par la menace de la crise ; aujourd'hui où il devient manifeste que la bourgeoisie ne peut offrir aux ouvriers que les licenciements en masse, le chômage, l'intensification du travail pour ceux qui en ont, la réduction des salaires, la crainte de la misère et, demain, d'un nouveau massacre impérialiste.

Cette insécurité-là, la bourgeoisie ne peut y remédier, parce qu'elle est inhérente à sa forme sociale. Et, si elle essaye de lutter contre la criminalité qui en découle directement et qui trouble effectivement « l'ordre public », elle sait bien qu'elle ne pourra pas la supprimer. Le renforcement de son appareil répressif sert évidemment à la contenir, mais, surtout, il vise plus loin. Car la criminalité, de même que « l'absentéisme », « l'immoralité », le désintérêt pour les affaires « du pays », etc., n'est qu'un premier symptôme de désagrégation de la société bourgeoise. Le véritable danger, qui se profile à l'arrière-plan, c'est la réaction de classe du prolétariat, ou une réaction non plus d'individus ou de petits noyaux, mais collective, seule capa-

ble de menacer réellement la domination bourgeoise.

Certes, il ne s'agit pas encore d'un danger immédiat. Un demi-siècle de contre-révolution, de stalinisme, de fascisme et d'antifascisme démocratique, de guerre et de reconstruction, un demi-siècle de décomposition du mouvement ouvrier par l'opportunisme, a laissé les prolétaires pratiquement soumis à leur bourgeoisie et politiquement entravés par le démocratisme et le pacifisme social. Mais la bourgeoisie sait que cette situation ne durera pas toujours. Elle sait que, malgré leurs illusions, les prolétaires seront poussés à user de leur force et de leur violence collective pour se défendre d'abord, et l'attaquer ensuite. C'est contre ce développement de la lutte violente de classe qu'elle essaie de dresser toutes les barrières possibles, idéologiques, politiques et aussi légales et de force armée.

Si l'Etat français se retranche encore derrière l'alibi de la « protection des individus », une bourgeoisie plus avancée comme l'allemande avoue franchement que ce sont les institutions bourgeoises qu'il s'agit de protéger contre la violence, et que la violence des truands l'inquiète moins que la violence « politiquement motivée ». Malgré les succès de la répression (rien qu'en 1975 : 107 condamnations, 78 inculpations, 90 personnes en détention préventive, sans parler des renvois...) le ministre de l'intérieur pense qu'elle ne cessera pas, et que le terrorisme possède une « importante réserve de personnel ». C'est contre la violence « sous toutes ses formes », sauf celle, sacrée par définition, de l'Etat, que la bourgeoisie allemande se prépare à lutter, et qu'elle passe des accords « sans précédents dans l'histoire de la police criminelle » avec la France et, demain, avec l'Angleterre. C'est contre elle qu'elle renforce aussi son arsenal législatif.

Déjà en 1972, sous la direction du grand réformateur social-démocrate Willi Brandt, elle avait pris des mesures pour s'assurer la cohésion et la fidélité de l'appareil d'Etat : « L'appartenance d'un fonctionnaire à une organisation qui poursuit des buts contraires à la constitution rend douteux qu'il puisse agir dans tous les cas dans l'intérêt du libre ordre démocratique... », disait une résolution des chefs des gouvernements régionaux, que le ministre de l'intérieur de l'époque (social-démocrate comme il se doit) considérait comme « l'expression de la décision du gouvernement fédéral et des gouvernements régionaux de ne pas confier des charges publiques à des ennemis de la constitution ».

Elle vient de prendre des dispositions encore plus sévères. Non seulement on a introduit dans le code pénal le délit de « violence politique », fait de la dénonciation une obligation légale, réduit et compliqué le droit de la défense en suspendant les avocats suspects de sympathie pour leurs clients « terroristes » et en contrôlant les communications entre les accusés et leurs avocats mais la nouvelle disposition punit l'apologie, la revendication et même la simple description de la violence illégale, qui « dans certaines circonstances, est susceptible d'inciter à soutenir, par la perpétration d'actes semblables, des entreprises dirigées contre l'existence ou la sécurité de la RFA ».

Il est clair que cette loi s'attaque aux « moyens de propagande des organisations anticonstitutionnelles ». Le ministre de la justice (social-démocrate, évidemment) a justifié la loi contre la violence en affirmant que le fait de ne pas recourir à la violence dans la lutte politique est un des fondements de l'Etat libre et démocratique : « Celui qui menace, ne serait-ce qu'en paroles, ce pacte fondamental, met en question un des plus grands progrès de notre culture politique. » Le « pacte » dont il est question

ici, c'est le fait de la domination bourgeoise instaurée par la violence ; la « culture politique », c'est la prétention de soustraire cette domination aux attaques violentes de la classe dominée, et l'affirmation que contre de telles attaques, la bourgeoisie usera sans hésiter de la violence la plus violente, et qu'elle se prépare à mobiliser démocratiquement « le peuple » contre le prolétariat.

Face à cette offensive, la défense des « gauchistes » (pour ne pas parler des pseudo-communistes) a été aussi lamentable en Allemagne que, par exemple, celle des antimilitaristes honteux en France. Ils protestent au nom de la « défense des droits démocratiques des masses populaires », ils appellent à la « défense contre les atteintes à la liberté d'opinion », etc., bref, ils se placent sur le même terrain que l'Etat bourgeois et prétendent défendre les organisations ou les actions « anticonstitutionnelles »... par le recours à la Constitution !

Il importe au contraire, au moment où la bourgeoisie se prépare ouvertement à des affrontements de plus en plus violents, d'y préparer le prolétariat, en tirant les leçons de la mise en place du dispositif de répression et de la paralysie que constitue pour le prolétariat l'encadrement « démocratique ». Il importe de dévoiler la nature de classe de l'Etat, de montrer que la défense des militants ne peut pas être confiée à une Loi « au-dessus des classes » mais seulement à la lutte solidaire. De montrer que la lutte politique élevée à son plus haut niveau pose la question fondamentale : « qui doit dominer dans la société, la bourgeoisie ou le prolétariat ? », et que cette question disait Trotsky, « ne sera pas tranchée par le renvoi aux paragraphes de la constitution, mais par l'emploi de toutes les formes de la violence ». La bourgeoisie s'y prépare. Le prolétariat doit s'y préparer encore davantage !

Le XXV^e Congrès du P.C. russe

(suite de la page 1)

l'empreinte de la main de fer du capitalisme international et celle de la patte gauche et brutale du petit paysan parcellaire qui déjà dans notre pays béni avait mis en selle Napoléon le Petit.

Cette vérité, nous ne l'attendons nullement, il est vrai, de la bouche des Carrillo et des Marchais qui n'agitent l'épouvantail du socialisme tardivement désigné comme « primitif » que pour mieux tuer chez les prolétaires toute idée de dictature et de violence — dont Staline osait encore se revendiquer contrairement à ses disciples ultra-dégénérés, mais il est vrai que lui avait été marxiste dans sa jeunesse —, pour tuer en eux toute idée de lutte et pour les empoisonner de l'illusion mortelle de la démocratie, celle des « confrontations » mondaines et des batailles feutrées sur le terrain factice des parlements où le fair-play des partisans des non encore élus devrait remplacer pour toujours la haine de l'exploité, la démocratie des plaisirs raffinés de la collaboration dans toute la gamme sophistiquée des institutions de participation et de consultation.

Ce que ne pourront jamais dire nos « communistes » du tapis vert, c'est que l'Etat prolétarien de Russie, avec ses fortes déformations bourgeoises-paysannes dues à la tâche grandiose et surhumaine de développer et de maîtriser les fougueuses ardeurs d'un capitalisme juvénile en attendant que la révolution dans l'Occident économiquement en avance mais politiquement en retard permette de « construire le socialisme », s'est transformé sous la double pression des forces du capital international et de celles qui jaillissaient spontanément du sol russe en un « Etat bourgeois ordinaire », pour reprendre l'expression contenue dans la maudite prévision d'un ennemi de classe, Oustrialov, et ceci quand le

parti abandonna, en dépit de la lutte courageuse de l'Opposition russe et des vains efforts de la Gauche d'Italie sur le plan international, le patrimoine théorique du marxisme et l'internationalisme révolutionnaire.

Ce que ne pourront pas dire nos « communistes » d'aujourd'hui qui sont les héritiers de ceux qui se sont faits les artisans ou les complices de cette tragique transformation, c'est que toute une série de raisons historiques rendaient impossible que l'« Etat bourgeois ordinaire » soit coiffé par une « démocratie ordinaire » : la forte centralisation conquise par le pouvoir prolétarien (cette arme incomparable qui tomba dans les mains de la sainte alliance du capital international et du capital national russe) ; l'acuité d'une lutte des classes portée à son paroxysme dans la plus grande et la plus glorieuse révolution de l'histoire, dans la terreur rouge comme dans la terreur contre-révolutionnaire et stalinienne s'acharnant à exécuter la vieille garde plus de dix ans après sa défaite politique ; enfin la tâche gigantesque du stalinisme, qui a consisté à tendre toutes les forces sociales (nées d'une économie à laquelle des années de guerre mondiale et de guerre civile avait fait faire des pas de géant, mais en arrière), vers la réalisation d'une accumulation forcée aiguillonnée par l'environnement d'une planète devenue trop petite et chauffée à blanc par d'inextricables antagonismes impérialistes.

Mais quand il s'agit de le caractériser comme notre ennemi mortel, que nous importe à nous, marxistes, que l'Etat bourgeois ait à sa tête une assemblée nationale élue, populaire ou pas, un parti unique qui a chassé le parlementarisme sénile du parlement pour l'introduire dans son comité central, ou même un individu, résultante sans volonté propre à l'échelle histori-

que de forces impersonnelles ? Dans tous les cas, il reste notre ennemi mortel. Laissons à Marchais, Berlinguer ou Carrillo le soin de vanter leur camelote pluraliste, sans doute plus apte à permettre au capital d'amortir les premières secousses d'une crise de vieillesse ; laissons-les feindre d'opposer leur méthode de gouvernement à celle de Brejnev et autres Souslov qui ne peuvent voir la leur, infortunés qu'ils sont, que se maintenir telle quelle ou être emportée par une défaite militaire ou par la révolution prolétarienne, et qui ont pris le parti de la considérer comme éternelle, en la faisant même passer pour le fin du fin de l'orthodoxie marxiste et léniniste !

Cependant les larbins sont parfois contraints, quand ils se chamaillent, de lever le voile avec lequel ils s'acharnent à cacher la vérité. Marchais lui-même a suspecté les critiques de son collègue Brejnev d'être dictées par un « point de vue d'Etat », ce qui ne nous incline nullement, on s'en doute, à penser que son point de vue à lui serait dicté, comme il le prétend, par « une analyse de classe ». N'est-ce pas en réalité toute la politique russe depuis 1926 qui est dictée par un point de vue d'Etat ? Ne s'agit-il pas depuis cette date de la subordination du mouvement communiste aux exigences de l'Etat national russe, arriéré certes mais déjà impérialiste dans la guerre mondiale, et la conséquence la plus catastrophique n'a-t-elle pas déjà été la participation du prolétariat à la guerre sous couvert de croisade antifasciste et de défense de la patrie du socialisme, qui pendant ce temps pillait à l'Est et à l'Ouest et s'entendait avec l'Amérique pour le plus grand bien de l'ordre impérialiste international qui nous étouffe encore ? Il était impossible que les intérêts des partis d'Europe occidentale et orientale coïncident éter-

nellement avec les « principes de l'internationalisme prolétarien » revus et corrigés par le national-communisme russe, c'est-à-dire avec l'impératif d'aligner toujours sa politique sur celle de Moscou. Il était inévitable que Mao et Ceausescu, et même Kadar rudent dans les brancards de l'oppression étatique russe. Mais il était aussi inévitable que les « communistes occidentaux », aux intérêts étroitement enlacés depuis plus de quarante ans avec ceux de leur bourgeoisie et de leur Etat, se trouvent un jour en porte-à-faux au point de se cabrer à leur tour : comment pourraient-ils en effet faire valoir leurs exigences propres face à l'omniprésent gendarme américain si Moscou et Washington s'entendent toujours pour que l'un soit maître à Rome, Paris, Madrid et Lisbonne tandis que l'autre reste le maître à Budapest ou à Varsovie ?

C'est pourquoi Brejnev peut faire l'éloge de la politique de Giscard au moment précis où le général Haig rappelle que Washington fera tout pour éviter que des « communistes » ne participent à des gouvernements occidentaux, en dépit des assurances de ces derniers qui n'envisagent pas de sortir de l'Alliance. O, esprit de Yalta, rafraîchi par celui d'Helsinki, es-tu là ?

Voici donc le retour à Lénine des larbins du Kremlin. Ils retournent à Lénine dont ils ont fait depuis longtemps une icône nationale inoffensive devant le ridicule mausolée de laquelle ils s'inclinent exactement comme Marchais retourne à son compatriote Jaurès, avant de trouver mieux et de s'agenouiller devant... Jeanne d'Arc.

La misérable comédie de cette incursion accidentelle dans le domaine de la théorie commise par tous ces sinistres pantins du capital, n'est-elle pas dialectiquement le plus ardent appel au retour du prolétariat mondial au véritable léninisme, c'est-à-dire au marxisme tout court, à la juste théorie, aux sains principes de la dictature et de la terreur, à la glorieuse tradition de l'internationalisme prolétarien ?

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 7 mars de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demandeur Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : stand à la faculté de Lettres les mercredis 10 et 24 mars de 14 h à 17 h.

• A Lille : les dimanches 14 et 28 mars de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Marseille : les dimanches 14 et 28 mars de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

• A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 88, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti. Souscrivez !

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926